



21 février 2014

(14-1100)

Page: 1/1

Comité des licences d'importation

Original: anglais

**NOTIFICATION PRÉSENTÉE PAR LE BANGLADESH<sup>1</sup> AU TITRE DES  
ARTICLES 1:4 A) ET 8:2 B) DE L'ACCORD SUR LES  
PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION**

**QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS AU BANGLADESH AU SUJET  
DES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION APPLIQUÉES  
PAR LE GOUVERNEMENT**

La communication ci-après, datée du 20 février 2014, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

---

Le 30 mai 2013, les États-Unis ont présenté des questions au Bangladesh au sujet de ses procédures de licences d'importation, en particulier en ce qui concerne les prescriptions imposées par celui-ci à l'importation de médicaments.

Par ailleurs, la dernière réponse fournie annuellement par le Bangladesh au "questionnaire sur les procédures de licences d'importation" au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation a été distribuée le 2 octobre 2007. La réponse du Bangladesh (G/LIC/N/3/BGD/4) à ce "questionnaire" (qui doit être actualisée pour le 30 septembre de chaque année) remonte à sept ans. Quand le Bangladesh fournira-t-il au Comité des licences d'importation une nouvelle réponse au questionnaire, comme le prévoit l'article 7:3 de l'Accord?

Dans le document G/LIC/Q/BGD/3, les États-Unis avaient demandé au Bangladesh de fournir une description des procédures administratives associées à une directive sur les produits pharmaceutiques publiée par le Premier Ministre en 1998, dont il apparaît qu'elle interdit l'importation de médicaments produits en quantité suffisante dans le pays.

D'après les réponses données par le Bangladesh, la Directive de 1998 demeure en vigueur et il apparaît qu'elle interdit l'importation de médicaments produits en quantité suffisante dans le pays. Il semble également, d'après les réponses du Bangladesh, que les producteurs locaux ne soient nullement tenus de se conformer à des prescriptions en matière de licences, en dehors de celle relative à l'obtention d'une licence d'importation, pour vendre des médicaments importés sur le marché intérieur.

En quoi ces interdictions à l'importation sont-elles compatibles avec les dispositions du GATT de 1994 pour que l'on puisse dire que les licences d'importation requises pour l'administration des interdictions sont compatibles avec l'article 1:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation?

---

<sup>1</sup> G/LIC/N/1/BGD/1.